

Pour un débat sur la stratégie de transformation et de rassemblement

Quelques remarques pour une stratégie de transformation

En préalable je tiens à préciser qu'il serait bien présomptueux, et de plus faux, de présenter ces quelques remarques comme une stratégie. C'est encore moins un plan d'action. Il s'agit là tout simplement de réflexions sur des points qui me semblent importants et insuffisamment traités sans pour autant prétendre aborder tous les problèmes importants. Bien entendu mes réflexions se sont nourries de travaux et études multiples.

Stratégie : de quoi s'agit-il ?

Notre but est le communisme qui se traduit par le pouvoir au peuple, la fin de la domination du capital. Je ne vais pas me lancer dans la définition ou la description de ce qu'est le communisme. Ce serait absurde. En tant que partisan du matérialisme historique, on ne peut rentrer dans le détail descriptif de quelque chose qui n'a jamais existé.

Ce que nous voulons abolir c'est le mode de production capitaliste et au cœur de ce mode de production : les rapports de production capitalistes.

Ces rapports mettent en jeu, dans nos sociétés développées, les capitalistes et leurs pouvoirs économiques, politiques et idéologiques et les appareils qui mettent en œuvre ces pouvoirs.

Par quel processus, par quel mouvement, avec quels moyens pourrait-on supprimer leurs pouvoirs dans ces domaines ? Par quel processus et avec quels points d'appui existants dans la société actuelle, telle qu'elle est, pourrait-on avoir une mobilisation de forces, jusques là dominées et exploitées, susceptibles de gagner le pouvoir ?

Comment accumuler les forces nécessaires ? Existe-t-il des « morceaux de communisme déjà là » dans notre société, fruit des luttes de classes passées ? Si oui sont-ils ces points d'appui ? Quelles mobilisations populaires pour les défendre et les étendre ? Comment intégrer les processus électoraux dans de telles mobilisations et non l'inverse, c'est-à-dire sans que les élections conditionnent ces mobilisations ?

Libérer le travail de l'emprise du capital et libérer la créativité des travailleurs.

C'est la base d'où le capital tire sa puissance et assure sa reproduction.

Quels sont les différents aspects de cette emprise ?

L'exploitation du travail humain avec toutes ses conséquences : salaires, accaparement de la plus-value.

Un deuxième aspect que je vois : comment on produit ? Là encore c'est le capital qui décide par l'organisation du travail qu'il met en place.

Et enfin un troisième aspect. C'est le capital qui décide où il s'investit et ce qui doit être produit. Cela découle de la logique de l'accumulation du capital, pour avoir le taux de profit le plus élevé et également les taux de croissance les plus importants. Croissance sans profit ne leur convient pas et profit sans croissance n'est pas durable.

Ces trois aspects sont liés et font système pour assurer l'accumulation du capital et la reproduction de cette accumulation.

Notre critique du système ne doit pas se borner à l'exploitation au sens étroit du terme. Et encore moins de viser principalement au partage des richesses même si évidemment nous voulons réduire les inégalités.

Elle ne doit pas non plus viser en matière de temps de travail à « le réduire pour que tout le monde puisse travailler ». Car cela signifie qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde (d'où l'argumentaire « il n'y a pas de travail et pas d'emploi pour les chômeurs, les réfugiés etc. »). Et pourtant nous disons que c'est le travail humain qui est créateur de richesse...

En fait il n'y a du travail et donc de l'emploi que si le capital le décide c'est-à-dire s'il décide d'investir dans telle production parce que le taux de profit y est suffisant et que le marché de ce produit est solvable.

Nous ne pouvons accepter que le capital soit en quelque sorte le goulot d'étranglement de l'activité humaine.

En résumé, le capital dans sa volonté de soumettre intégralement le travail humain :

- Transforme l'homme en auxiliaire de machines, de logiciels robotisés ;
- Décide de ce qui est bon à produire en fonction de sa course au profit saccageant l'homme, la société, la nature ;
- Décide de corseter le travail et les conditions dans lesquelles il s'accomplit.

En même temps il est conduit à « révolutionner » sans cesse ces différents aspects pour assurer sa reproduction et sa rentabilité et sans cesse inventer : robotisation, informatisation, biologie, intelligence artificielle ... La mise en œuvre de ces « révolutions ou évolutions » techniques chassent de plus en plus l'initiative humaine. Cette soumission est très mal vécue par celles et ceux qui la subissent, comme une amputation, un asservissement (cf Amazon, centre d'appels ...).

Certaines couches sociales supérieures apparaissent pour développer tous ces domaines, pour intégrer toutes ces évolutions techniques dans le processus de production. Pour autant il ne faut pas croire qu'elles ne subissent pas le poids du capital. Par exemple : Il est inutile, leur explique-t-on, de faire de la sur-qualité. J'ai entendu ce discours des « managers » plus d'une fois. Faire trop bien son travail nuit aux bénéfices. L'autonomie de ces cadres - mise en avant pour donner un sentiment de liberté très apprécié et valorisant - traduit en fait la difficulté pour les patrons de mesurer leur travail par le temps passé à l'exécuter. Vient alors la définition d'objectifs de travail, introduction de la notion de mission - pour donner le sentiment de créer et de valoriser - fixée bien sûr le plus haut possible, en croissance d'une année sur l'autre. Viennent alors ces nouvelles formes de maladies professionnelles dont le burn-out, l'angoisse de mal faire, de se faire ridiculiser et finalement rejeté. Puis la tendance à inciter ces travailleurs à devenir auto-entrepreneurs. Ainsi ils supportent les risques d'activité, d'incertitudes de résultats dans les travaux de recherches etc. Donc ne négligeons pas ces couches, certes intermédiaires mais dont nous devons faire des alliés.

Toutes ces entraves à la créativité des travailleurs et à leurs conditions de vie rencontrent une résistance : luttes syndicales, luttes et débats d'idées et autres formes d'opposition y compris des résistances et freins individuels mis aux contraintes du capital. Rien ne se passe sans cette résistance parfois sourde, parfois simplement corporatiste et parfois s'affirmant pleinement comme lutte de classe sur un plan général.

En même temps cette nécessité de la libération de la créativité nous donne, en creux, ce que peut être le travail libéré. Ce n'est pas un travail soumis à des décisions verticales. Ce n'est pas non plus soumettre l'individu pour soumettre sa créativité. L'individu doit trouver pleinement à s'épanouir pour être créatif. Le travail de simple exécution sera de plus en plus limité du fait du

développement des techniques, de l'éducation et de l'intégration de la science dans l'activité humaine.

Bien sûr libérer le travail signifie également la suppression de la propriété privée des moyens de productions, tout au moins ceux d'une certaine importance. Ces moyens doivent pouvoir être contrôlés par le collectif de travailleurs correspondants.

Il n'y a pas que l'exploitation

Il ne faut pas oublier que c'est le capital qui décide de ce qui est produit et de l'affectation de la plus-value.

Il faut critiquer certaines productions (pesticides) ou les atteintes à l'environnement en exigeant que les moyens soient donnés pour ne pas dégrader ni les conditions de travail ni les conditions de vie.

De même pour s'opposer à toutes les atteintes à l'environnement. Le capitalisme n'est pas éco-compatible ! Il faut en tirer les conséquences.

Nous avons toute légitimité à nous pencher sur ce qui est produit, pas seulement comment c'est produit. Tout en faisant attention de ne pas se battre contre l'emploi mais pour en changer l'affectation.

La libération du travail servirait à libérer l'initiative créatrice des travailleurs pour produire des biens et services utiles, des valeurs d'usage. C'est un autre modèle de développement.

Nous ne voulons pas seulement supprimer l'exploitation. Nous voulons un autre type de développement, une autre civilisation.

L'Etat dans tous ses prolongements, partout

La domination du capital ne se limite pas à l'économie.

L'Etat bourgeois n'est pas un instrument que tantôt une classe tantôt l'autre peut utiliser en fonction de ses objectifs. L'Etat n'est pas neutre, il est configuré, intégré dans les rapports de production. Certes il n'intervient pas dans le processus de production, ça c'est la prérogative du patron. Il est cependant en aval et en amont. Il définit les conditions sociales concernant le « marché du travail » il en définit (ou garanti) les conditions économiques etc. Et ensuite il définit le cadre les marchés (financiers et biens et services), la concurrence « libre et non faussée », signe les traités etc. Tout ceci en bonne coordination entre les hauts fonctionnaires, politiques bourgeois et organisations représentant la bourgeoisie particulièrement sa fraction dominante, aujourd'hui financière. C'est dire que dans nos pays capitalistes développés l'Etat est partout et se mêle de tout. Indispensables institutions ou interventions pour canaliser, contenir les luttes populaires, les mécontentements qui risquent de s'aggraver. Mais ce faisant il se trouve confronté à toutes les couches de la société, à toutes les classes sociales.

Au-delà de toutes ces instances et excroissances de l'Etat, son rôle fondamental est d'assurer le ciment idéologique de tout cela. Ce n'est pas en premier par la violence que le capitalisme arrive à se maintenir mais par l'hégémonie culturelle : obtenir un consensus suffisant sur sa vision de la société, sa vision du monde, la faire partager par mille et un moyens.

Ce n'est pas une mince affaire quand les classes exploitées, opprimées, discriminées, constituent la grande majorité de la population. Ce bain idéologique n'est pas que de la propagande sinon il ne tiendrait pas. Il doit se nourrir de la réalité vécue, partir de la vie réelle, de la pratique, de la vie courante, avec le prérequis que ce qui existe est naturel, qu'il constitue l'horizon des possibles et non le produit historique d'un système. Ce qu'on a nommé à la suite de Thatcher TINA (il n'y a pas

d'alternative). Qu'il faut donc, dans ces limites, chercher les solutions aux problèmes. Bref ne jamais mettre en cause les fondements c'est-à-dire la domination capitaliste.

Par exemple les trains arrivent en retard ? C'est parce que les cheminots ont trop de privilèges, ne travaillent pas assez etc. La France est lourdement endettée ? C'est parce que l'Etat est trop généreux avec les chômeurs et autres, mais pas du tout parce que l'Etat a dû renflouer les institutions financières, assurer la liquidité, combler les pertes de ceux qui après la tourmente, se gavent aujourd'hui.

Mais quelque soit l'appareil d'Etat ou l'institution en question on y retrouve, au moins sous forme de reflet, l'expression des contradictions sociales. L'INSEE par exemple qui est un élément important dans l'Etat, à divers titres, a toujours été traversé par la lutte de classe y compris sur le plan intellectuel.

Partout on retrouve des luttes d'idées que nous devons revigorer et influencer pour contester la vision de la société promue, diffusée par la bourgeoisie : à l'école, à l'université mais aussi sur les lieux de travail et dans les médias et dans toutes les instances où l'on peut, du dedans ou du dehors, porter la contradiction, déconstruire la vision capitaliste de la société.

Des avancées significatives sur le plan idéologique, dans l'hégémonie culturelle et intellectuelle, sont indispensables pour obtenir des changements. Et c'est dans les luttes - pratiques, sociales et intellectuelles - que ces avancées s'obtiendront le mieux, et que comme constat des antagonismes seront les plus solides. Des luttes qui permettent de vérifier qui sont les amis, qui sont les ennemis et qui sont au milieu du gué, intéressés à aller tantôt vers l'un puis vers l'autre et que nous ne devons pas rejeter.

Des points d'appuis à défendre et étendre

Les luttes de classes ont ouvert des brèches importantes dans la domination capitaliste :

- La Sécurité Sociale qui, malgré toutes les attaques, reste avec le secteur public de soins (hospitaliers et autres), une invention « à chacun selon ses moyens et pour chacun selon ses besoins » ;
- Le statut de la fonction publique qui a sorti du marché du travail des millions de salariés ;
- La SNCF et le statut de ses cheminots titulaires ainsi que d'autres régimes analogues ;
- Les entreprises publiques malgré leur mode de fonctionnement ;
- L'enseignement public gratuit ;
- Etc.

Dire que ce sont des morceaux de communisme est excessif car baignant dans une société dominée par le capital ce ne peut être un communisme « chimiquement pur ». Mais indéniablement ce sont des avancées considérables en contradiction aigue avec la logique capitaliste. Donc on ne part pas de zéro, on n'a pas une table rase. On a des ponts d'appui considérables.

Les différents gouvernements se sont fixés pour objectif de détruire toute cette construction. L'acharnement qu'ils y mettent confirme l'importance des enjeux. Les batailles menées ont réussi à limiter, peu ou prou, les dégâts. Cela n'a pas suffi à calmer les attaques acharnées, multiformes. Il est clair que toutes ces conquêtes doivent servir de point d'appui et de références. Elles doivent être préservées et au-delà.

Des revendications doivent être élaborées pour les renforcer et les étendre. Il ne faut pas les présenter, à mon avis, avec l'image défaitiste de protections sociales mais comme des moyens

offensifs contre l'emprise du capital et pour développer la créativité des travailleurs (SEF sécurité emploi formation).

C'est dans ces luttes, dans le choc des intérêts antagoniques, que les idées progresseront.

Des questions importantes restent en suspens : comment développer ces campagnes vers les entreprises ? Avec un contenu PCF et non une approche syndicale ? Par exemple vers les Carrefour alors que le parti n'y est pas implanté ?

Tout ce qui touche au travail et à l'emploi doit être sérieusement pris en compte, je ne ferais pas la liste. Des magasins de Carrefour qui ferment il y en a dans l'Hérault, les EHPAD, les services dans l'hôtellerie etc.

Réflexions sur la configuration des classes et couches sociales

Affaiblissement et dispersion de la classe ouvrière industrielle

Mais le prolétariat ne se limite pas à cela : logistique, transports, services, employés de commerce ET du fait de l'accentuation de la division du travail entre intellectuels et manuels et du développement de la production de services : des informaticiens, infographistes, webdesigner, créateur jeux vidéos ... personnels de santé etc.

L'extension considérable des couches sociales intellectuelles supérieures ou intermédiaires est un élément important. Comment le capitalisme va réussir à l'encadrer et/ou à en maîtriser la créativité alors même qu'elle ne peut se mesurer en durée horaire, alors même que son résultat est forcément constatable qu'au terme du travail ?

Sans oublier que les luttes contre les discriminations – femmes, racisme... - ne sont pas des luttes de seconde catégorie, elles sont indispensables pour réaliser l'unité des travailleurs. Bien souvent la perception de ces discriminations est plus forte que celle de l'appartenance de classe.

Comment unir toutes ces « couches » sociales actuellement émiettées ?

Autrefois c'étaient les ouvriers des grands établissements industriels qui les agrégeaient

Aujourd'hui qui ?

Pour une réflexion plus documentée sur ces sujets, on peut se reporter à mon article dans l'Huma <https://humanite.fr/population-active-un-bouleversement-considerable-649423>

Rassembler oui mais qui et pour quoi faire ?

Quand on parle de rassembler :

- S'agit-il d'avoir des listes communes aux élections ?
- De construire des plateformes communes à plusieurs partis ?
- D'appeler à l'union en général ?
- De travailler à l'unité des classes et couches populaires ?
- De définir une politique qui vise à unir largement, sur la base d'intérêts communs, les classes et couches sociales de travailleurs, salariés ou pas ?

Il faut bien s'entendre sur ce qui est visé.

Un premier pas est de convenir que l'on ne peut proposer une quelconque plateforme de rassemblement sans avancer d'abord nos idées. Nous avons une spécificité, nous voulons la fin de cette société, nous avons une volonté de communisme.

Par ailleurs le passé nous a montré, cent fois plutôt qu'une, qu'une mobilisation électorale en vue d'un rassemblement majoritaire sans mobilisation sociale consciente avec des objectifs à la hauteur, va à l'échec. Faut-il continuer pour le constater une fois de plus ? Evidemment cela n'élimine pas l'intérêt de meilleurs rapports de force sur le plan électoral mais en relativise sérieusement l'importance. Elections sans mobilisation sociale c'est, à terme le désenchantement, comme dit la chanson « ça finit mal en général ».

Dans cette partie sur le rassemblement je voudrais attirer l'attention sur l'importance et la vigueur du monde associatif. Nombre de militants s'y sont impliqués tant par déception politique que par la possibilité d'y avoir une action unitaire et rassembleuse. En effet dans une association on milite avec des personnes d'horizons très divers avec qui on doit construire l'action. N'est-ce pas cela le rassemblement dans l'action ? Comme bientôt pour l'importantissime rendez-vous du 22 mars.

Pour info voici **les 3 campagnes nationales de FI décidées fin 2017**

- Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales
- Sortie du nucléaire et promotion des énergies écologiques alternatives
- Lutte contre la pauvreté

Clairement ce ne sont pas nos priorités. Ce n'est pas non plus ainsi que nous engagerions ces questions (surtout sur la notion de pauvreté, le capitalisme n'y est jamais cité).

Visiblement on ne s'intéresse pas prioritairement aux mêmes classes ou couches sociales. Mais si certaines actions communes se dégagent sur ces thèmes ce serait une bonne chose. Mais que ça ne nous fasse pas tout faire à travers un nouveau éventuel « front commun ».

A nous de construire ce qui nous permettra de faire connaître nos ambitions émancipatrices.

Travail de recherches et études théoriques à poursuivre

Ce qui me semble prioritaire :

Les classes sociales : c'est quoi les « classes moyennes » ? le prolétariat aujourd'hui ? les « couches intellectuelles » ? réalités sociales et aspirations ?

L'Etat c'est quoi en France aujourd'hui ?

Robert Kissous, Montpellier le 18 février 2018